

Pour une véritable politique industrielle

Le Président de la République Française a tenu à clôturer les Etats Généraux de l'Industrie par un discours à Eurocopter. Lors de son parcours il aura rencontré les salariés du site ainsi que les représentants syndicaux. A cette occasion nous lui avons remis une lettre qui reprenait nos principales préoccupations propres à Eurocopter, à savoir :

- Le grand emprunt, et l'emploi des fonds sur des développements français
- La préférence nationale dans les marchés d'état,
- La pérennité des sites français, plus particulièrement le déménagement du site de La Courneuve sur la base de Dugny.
- La cession d'espaces fonciers permettant l'extension de l'entreprise dans la région.

Le Président de la République a paru sensible aux argumentations avancées, il a notamment été très clair sur sa volonté de voir aboutir le projet de déménagement du site de La Courneuve sur la base aéronavale 104 à Dugny.

Ce projet aura pour conséquence de conforter l'activité « pales » sur le site de la région parisienne.

Nous ne pouvons que nous réjouir de cette prise de position qui valide les démarches que nous avons entreprises depuis quelques mois auprès des politiques de la région et dans les ministères.

Sur un plan général son discours de clôture aura souligné son intérêt pour une industrie en France, chose qui ne peut nous laisser insensible. Les moyens pour y arriver passent notamment par des mesures de crédits, avances et autres allègements fiscaux, et ceci pour les divers domaines comme la recherche et développement mais aussi l'amélioration des outils de production etc. La presse et les divers médias se feront l'écho avec plus de précisions sur les différents points.

En ce qui concerne le syndicat **Force Ouvrière d'Eurocopter**, nous attendons de voir ce qu'il restera de ces Etats Généraux dans le futur. Cependant nous sommes satisfaits que l'idée d'une industrie forte et comparable à celle de nos voisins européens soit dans l'esprit et le discours de nos plus hauts dirigeants de la nation. Il reste maintenant de passer du discours aux actes.

Marignane, le 5 Mars 2010